Maîtrise en droit

Téléphone : 514 987-3903
Site Web : www.juris.uqam.ca

Code	Titre	Grade	Crédits
Profil avec mémoire			
3820	Concentration droit international	Maître en droit, LL.M.	45
3221	Concentration droit privé	Maître en droit, LL.M.	45
3220	Concentration droit du travail	Maître en droit, LL.M.	45
3219	Concentration droit social	Maître en droit, LL.M.	45
Profil sans mémoire			
3619	Concentration droit international et politique internationale	Maître en droit, LL.M.	45
3021	Concentration droit privé	Maître en droit, LL.M.	45
3020	Concentration droit du travail	Maître en droit, LL.M.	45
3019	Concentration droit social	Maître en droit, LL.M.	45

Trimestre(s) d'admission	Automne Hiver
Contingent	Programme contingenté
Régime et durée des études	Temps complet : 2 ans Temps partiel : 4 ans
Campus	Campus de Montréal
Organisation des études	Cours offerts le soir

OBJECTIFS

Le programme de maîtrise a comme objectif central l'approfondissement des connaissances dans les champs du droit social, du droit du travail, du droit privé ou dans celui du droit international, dans une perspective d'ouverture sur les dimensions de temps (histoire du droit) et d'espace (droit comparé) et sur l'apport des autres disciplines des sciences humaines à son développement.

Le programme vise à former des juristes aptes à travailler dans des équipes multidisciplinaires, habiles à féconder leur pratique de l'apport théorique et empirique des disciplines des sciences humaines et capables de contribuer au développement de la documentation juridique en droit interne et international. Le programme est aussi ouvert à des non-juristes. L'analyse privilégiée du concours de l'action des groupes sociaux à l'évolution du droit social, du droit du travail et du droit privé constitue un autre objectif socioéconomique du programme.

Le développement de l'approche scientifique de ces champs de droit s'effectuera par l'étude de leur évolution historique, leur mise en contexte interne et international, et par l'apprentissage des méthodes des sciences sociales et leur application au droit. La perspective critique sera étayée par l'étude des relations entre les normes juridiques de ces champs et les conceptions philosophiques et politiques qui les supportent.
Les objectifs pédagogiques sont d'offrir un régime d'étude permettant une conciliation de la démarche personnelle de l'étudiant (formation et orientation professionnelles) avec les objectifs et le contenu du programme, l'acquisition d'outils essentiels à une démarche scientifique et critique et leur application aux habiletés professionnelles du juriste et enfin une sensibilisation à la diffusion nécessaire des connaissances scientifiques et à leur vulgarisation.

CONDITIONS D'ADMISSION

Le candidat doit être titulaire d'un baccalauréat ou l'équivalent en droit obtenu avec une moyenne cumulative d'au moins 3,2 sur 4,3 ou l'équivalent. Tout dossier de candidature avec une moyenne inférieure à 3,2 mais supérieure à 2,8 sur 4,3 sera étudié par le sous-comité d'admission et d'évaluation du programme et pourrait, dans certains cas, faire l'objet d'une recommandation d'admission;
ou
être titulaire d'un baccalauréat ou l'équivalent dans une autre discipline, obtenu avec une moyenne cumulative de 3,2 sur 4,3 ou l'équivalent et soit posséder une expérience pratique de 5 années au moins dans le domaine du droit social, du droit du travail, du droit privé ou du droit international soit détenir une connaissance acquise via des études pertinentes dans le secteur du travail ou des programmes sociaux, soit une connaissance importante d'un système juridique étranger;
ou
posséder les connaissances requises, une formation appropriée et une expérience jugée pertinente.

De plus, tous les candidats doivent :
- présenter un dossier comprenant un curriculum vitae complet et un exposé de deux ou trois pages faisant état des objectifs de formation et

des objectifs professionnels du candidat ;
- posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit, vérifiée au moyen d'un test. Le candidat dont les connaissances seront jugées insuffisantes se verra imposer un ou des cours d'appoint (maximum six crédits).

Capacité d'accueil
Le programme est contingenté à 30 étudiants pour chaque concentration.

Trimestre d'admission (information complémentaire)
Admission aux trimestres d'automne et d'hiver.

Méthode et critères de sélection
1. Dans un premier temps, le sous-comité d'admission et d'évaluation vérifiera si la candidature satisfait aux conditions d'admission quantifiables.
2. Pour les candidats sans expérience significative et pertinente au domaine du droit social, du droit du travail ou du droit privé ou au domaine du droit international, la sélection sera faite en tenant compte du curriculum vitae, selon la pondération suivante :
- évaluation du dossier académique ou de formation : 50 %;
- évaluation de l'exposé écrit : 50 %
3. Pour les candidats avec une expérience significative et pertinente au domaine du droit social, du droit du travail ou du droit privé ou au domaine du droit international, la sélection sera faite en tenant compte du curriculum vitae selon la pondération suivante:
- évaluation du dossier académique ou de formation et de l'expérience pertinente : 50 %;
- évaluation de l'exposé écrit : 50 %
4. Le nombre de candidats acceptés sera partagé également, dans toute la mesure du possible, entre chacune des catégories prévues ci-haut.
5. Le sous-comité d'admission et d'évaluation procédera à l'entrevue d'un candidat à des fins d'explication ou de complément d'information.

Régime et durée des études
Temps complet : deux ans Temps partiel : quatre ans

COURS À SUIVRE

(Sauf indication contraire, les cours comportent 3 crédits. Certains cours ont des préalables. Consultez la description des cours pour les connaître.)

Activités de scolarité (tronc commun partagé par toutes les concentrations, sauf la concentration en droit international et politique internationale, sans mémoire)

Activités obligatoires (8 crédits pour le profil avec mémoire) ; (12 crédits pour le profil sans mémoire) :
JUR7110 Les fondements des législations sociales et du travail (4 cr.)
JUR7121 Méthodologie avancée de la recherche juridique (4 cr.)
JUR7301 Méthodologie de la recherche interdisciplinaire (4 cr.)
JUR7610 Fondements du droit international (4 cr.)
JUR7810 Fondements du droit privé (4 cr.)
Activités par concentration (12 crédits pour le profil avec mémoire) ; (19 ou 20 crédits pour le profil sans mémoire)

Concentration en droit privé (code 3021 : sans mémoire; code 3221 : avec mémoire)
JUR7820 Enjeux juridiques et bioéthiques du début et de la fin de la vie (4 cr.)
JUR7830 La famille et l'union de personnes: fondements, structures et mécanismes de régulation (4 cr.)
JUR7840 Nouveaux visages de la justice et de l'équité contractuelles (4 cr.)
JUR7850 Équité et éthique en droit de l'entreprise (4 cr.)
JUR7861 Accès à la justice et gestion des conflits (4 cr.)
JUR7871 Responsabilités collectives et individuelles (4 cr.)
JUR7881 Enjeux nationaux et internationaux du droit de la consommation (4 cr.)
JUR7890 Droit international privé (4 cr.)
JUR789X Droit privé, modèles juridiques et transferts de droit (4 cr.)
JUR790X Actualités en droit privé (4 cr.)
Concentration en droit social (code 3019 : sans mémoire ; code 3219 : avec mémoire)
JUR7133 Le droit de la sécurité sociale: enjeux actuels (4 cr.)
JUR7141 Les programmes statutaires en matière d'indemnisation des lésions (4 cr.)
JUR7151 Droits sociaux et conditions de vie (4 cr.)
JUR720X Actualités en droit social et du travail (4 cr.)
JUR7350 Fondements du droit de l'enfance (4 cr.)
JUR7360 Femmes et droit: enjeux contemporains (4 cr.)
JUR7370 Le droit à la santé: un droit fondamental (4 cr.)
JUR7195 Droit social et du travail: interaction avec la science et la médecine (4 cr.)
Concentration en droit du travail (code 3020 : sans mémoire; code 3220 : avec mémoire)
JUR7131 Les aspects juridiques des mécanismes de remplacement du revenu d'emploi (4 cr.)
JUR7161 Le droit du travail et la condition de salarié (4 cr.)
JUR7171 Les modèles juridiques de rapports collectifs de travail (4 cr.)
JUR7181 Modèles comparés en droit du travail et organismes internationaux du travail (4 cr.)
JUR7185 Les litiges du travail et leurs modes de traitement (4 cr.)
JUR7190 Droit social et du travail: impacts et enjeux sociojuridiques de l'informatisation (4 cr.)
JUR720X Actualités en droit social et du travail (4 cr.)
Concentration en droit international (avec mémoire : code 3820)
JUR7605 Proposition d'un projet d'activité de synthèse (1 cr.)
JUR7610 Fondements du droit international (4 cr.)
JUR7620 Droit international des droits de la personne et des droits économiques et sociaux (4 cr.)
JUR7630 Droit international et populations vulnérables (4 cr.)
JUR7641 Droit international économique (4 cr.)
JUR7642 Droit du développement international (4 cr.)
JUR7651 Droit pénal international (4 cr.)
JUR7655 Droit international humanitaire (4 cr.)
JUR7660 Modèles universels et régionaux d'organisation internationale (4 cr.)
JUR7670 Droit international, développement technologique et environnement (4 cr.)
JUR768X Actualités du droit international (4 cr.)
JUR7690 Droit international du commerce et effets juridiques de la mondialisation (4 cr.)
JUR7699 Séminaire de droit appliqué en droit international des droits de la personne (4 cr.)
Concentration en droit international et politique internationale (sans mémoire : code 3619)

Quatre activités parmi les suivantes (16 crédits, dont 8 en droit et 8 en science politique) :
JUR7610 Fondements du droit international (4 cr.)
JUR7620 Droit international des droits de la personne et des droits économiques et sociaux (4 cr.)
JUR7630 Droit international et populations vulnérables (4 cr.)
JUR7635 Principes de droit international public (4 cr.)
JUR7641 Droit international économique (4 cr.)
POL8300 Principes de politique internationale (4 cr.)
POL8310 Économie politique internationale (4 cr.)
POL8501 Les fondements de la coopération internationale (4 cr.)
Quatre activités de 4 crédits choisies parmi les suivantes, dont au moins deux siglées JUR ou trois activités de 4 crédits dont au moins deux siglées JUR et une activité de 3 crédits :
JUR7105 Formation avancée en recherche juridique et multidisciplinaire informatisée (1 cr.)
JUR7121 Méthodologie avancée de la recherche juridique (4 cr.)
JUR7181 Modèles comparés en droit du travail et organismes internationaux du travail (4 cr.)
JUR7301 Méthodologie de la recherche interdisciplinaire (4 cr.)
JUR7605 Proposition d'un projet d'activité de synthèse (1 cr.)

JUR7610 Fondements du droit international (4 cr.)
JUR7630 Droit international et populations vulnérables (4 cr.)
JUR7642 Droit du développement international (4 cr.)
JUR7651 Droit pénal international (4 cr.)
JUR7655 Droit international humanitaire (4 cr.)
JUR7660 Modèles universels et régionaux d'organisation internationale (4 cr.)
JUR7670 Droit international, développement technologique et environnement (4 cr.)
JUR768X Actualités du droit international (4 cr.)
JUR7690 Droit international du commerce et effets juridiques de la mondialisation (4 cr.)
JUR7699 Séminaire de droit appliqué en droit international des droits de la personne (4 cr.)
JUR7700 Activité de stage (4 cr.)
POL8290 Les régions du monde (4 cr.)
POL8311 Institutions économiques internationales (4 cr.)
POL8320 Écopolitique internationale (4 cr.)
POL8330 Politique de sécurité globale (4 cr.)
POL8331 Théories et enjeux stratégiques
POL8401 Politique extérieure des États du monde post-soviétique (4 cr.)
POL8411 Politique extérieure des États-Unis (4 cr.)
POL8421 Relations extérieures du Canada et du Québec (4 cr.)
POL8501 Les fondements de la coopération internationale (4 cr.)
POL8510 Économie politique du développement (4 cr.)
POL8520 Les institutions mondiales et régionales de développement et de coopération (4 cr.)
COM7525 Communication internationale et développement
ENV7230 Géopolitique mondiale et environnement
MGP7017 Gestion de projets internationaux
SOC8765 Sociologie de l'international et de la mondialisation

Activités optionnelles offertes à tous les étudiants

JUR7105 Formation avancée en recherche juridique et multidisciplinaire informatisée (1 cr.)
JUR7106 Activité d'encadrement d'une recherche interdisciplinaire (1 cr.)
JUR7125 Activité de lectures dirigées (4 cr.)
JUR7135 Activité de revue de littérature (2 cr.)
JUR741X Actualité des études en droit et société (4 cr.)
JUR7700 Activité de stage (4 cr.)
JUR7815 Fondements des études en droit et société (4 cr.)

Activités de recherche (par profil)

Profil avec mémoire (25 crédits)

JUR7500 Mémoire (23 cr.)
JUR7501 Présentation du projet de mémoire (2 cr.)

Profil sans mémoire (8 crédits de séminaires obligatoires en plus de l'activité de synthèse de 5 ou 6 crédits)

JUR7215 Séminaire d'approfondissement des connaissances Partie I (4 cr.)
JUR7225 Séminaire d'approfondissement des connaissances Partie II (4 cr.)
JUR7615 Séminaire interdisciplinaire I (4 cr.)
JUR7625 Séminaire interdisciplinaire II (4 cr.)
JUR7401 Activité de synthèse et de présentation (5 cr.)
JUR7402 Activité de synthèse multidisciplinaire (6 cr.)
JUR7605 Proposition d'un projet d'activité de synthèse (1 cr.)

Remarque : Le candidat voudra bien prendre note que les activités au choix dans ce programme et énumérées ci-dessus ne peuvent être offertes à chacun des trimestres (automne, hiver ou été). Par conséquent, elles sont réparties sur plusieurs trimestres et sont donc offertes en alternance d'un trimestre, voire d'une année à l'autre.

FRAIS

Pour les fins d'inscription et de paiement des frais de scolarité, ce programme est rangé dans la classe B pour le profil avec mémoire et dans la classe A pour le profil sans mémoire.

DESCRIPTION DES COURS

COM7525 Communication internationale et développement
Les problématiques liées aux communications internationales et au développement: étude critique de l'utilisation des systèmes de communication dans le processus de développement, analyse de cas de transferts de technologie et transformation des modèles régionaux de développement. Identité nationale et communication interculturelle. Débat autour du nouvel ordre mondial de l'information.

ENV7230 Géopolitique mondiale et environnement
Ce cours vise à permettre une meilleure compréhension de la dimension géopolitique des enjeux environnementaux dans un contexte de mondialisation. Évolution des politiques et des programmes économiques et environnementaux et revue des institutions internationales qui les supportent. Secteurs d'influence, nature des pouvoirs d'intervention. Appropriation des ressources et démocratie. Commerce international et gestion de l'environnement. Études de cas.

JUR7105 Formation avancée en recherche juridique et multidisciplinaire informatisée
Cette activité vise l'approfondissement des diverses méthodes de recherche juridiques ou multidisciplinaires liées à la micro-informatique, la télématique et les banques de données en ligne. Formation aux principes de recherche dans les banques de données tant juridiques que socioéconomiques, canadiennes et internationales. Initiation aux approches méthodologiques appropriées, formation aux modes de citation et développement de stratégies de recherche.

JUR7106 Activité d'encadrement d'une recherche interdisciplinaire
Cette activité est menée sur une base individuelle, c'est-à-dire sous la forme d'un «tutorat». L'étudiant dont le sujet de recherche repose sur une approche méthodologique interdisciplinaire doit s'entendre avec un professeur pour définir un programme de lecture qui lui permette de faire le point sur la littérature pertinente à la méthodologie choisie. Le travail exigé de l'étudiant consiste à élaborer de manière consistante l'approche méthodologique retenue pour bien mener à terme la recherche sur son sujet.

JUR7110 Les fondements des législations sociales et du travail
Construire le corpus théorique et conceptuel du droit social et du travail; initier l'étudiant aux fondements des législations sociales et du travail; situer le droit social et du travail dans une perspective historique, économique et sociopolitique; étudier les différentes écoles de pensée et différents courants philosophiques sous-jacents à l'évolution du droit social et du travail. Le champ du droit social et du travail: Les phénomènes sociaux qui font l'objet du droit social et du travail: les rapports de travail; les rapports de production; la satisfaction des besoins de base; le corpus législatif et réglementaire et ses sources. L'évolution historique du droit social et du travail: L'évolution et les révolutions politiques, culturelles et techniques qui ont marqué le passage de mode de production fondé sur la terre et la servitude au mode de production capitaliste fondé sur la marchandise, la liberté de commerce des biens et du travail qui ont déterminé la naissance du droit social et du travail moderne; l'industrialisation qui a façonné l'organisation des rapports collectifs de travail et l'urbanisation qui a transformé les modes traditionnels par lesquels la protection sociale s'est exercée dans les sociétés traditionnelles. Les grands courants de pensée philosophique: L'étude de la pensée libérale, des courants sociologiques, néo-libéral et marxiste pour dépasser l'approche exégétique et étroite du droit positif et pour développer l'analyse critique et la recherche théorique de manière à mieux articuler les relations société-droit-État et à orienter l'étude du droit en lien avec les enjeux sociaux.

JUR7121 Méthodologie avancée de la recherche juridique
Objectifs
Ce cours vise à approfondir les connaissances des étudiants des méthodes de recherche juridique, des divers systèmes juridiques et judiciaires ainsi que des instruments de recherche en droit. Il vise à permettre aux étudiants de perfectionner leurs méthodes de recherche de base et de parfaire la maîtrise des outils de recherche. Le cours vise aussi à permettre aux étudiants d'approfondir leur compréhension des enjeux épistémologiques de la méthodologie juridique et de la

recherche en droit et de prendre connaissance de l'importance des approches transversales qui permettent de mieux comprendre le droit à la lumière de plusieurs disciplines. Le cours présente les principaux courants et écoles, les dimensions sociopolitiques de la recherche juridique. L'étude de l'instrumentation méthodologique porte sur la revue de littérature, la recherche documentaire en droit, l'approfondissement des techniques de qualification juridique, de formulation d'hypothèse, de cadre d'analyse, de problématique et d'analyse paradigmatique. À partir d'un sujet de recherche choisi par l'étudiant il développera des habiletés relatives à la planification, l'élaboration d'un plan de recherche, l'exécution d'une recherche, l'exposé oral des résultats de cette recherche, la préparation d'un rapport de recherche, etc. L'étudiant inscrit à ce cours est présumé avoir acquis des connaissances et des habiletés méthodologiques équivalentes à celles acquises au baccalauréat en droit, y compris en recherche informatique juridique.

Sommaire du contenu
Le contenu de ce cours est fonction du thème proposé et de la disponibilité des enseignants.

JUR7125 Activité de lectures dirigées
Cette activité est menée sur une base individuelle, c'est-à-dire sous la forme d'un «tutorat». L'étudiant déjà inscrit au programme de maîtrise en droit social et du travail doit s'entendre avec un professeur du département de sciences juridiques pour définir un programme élaboré de lecture lui permettant de faire le point sur la littérature pertinente à son sujet de mémoire. Le travail exigé de l'étudiant équivaut à celui que l'on demande dans un cours de maîtrise, soit neuf heures par semaine pendant une quinzaine de semaines.

JUR7131 Les aspects juridiques des mécanismes de remplacement du revenu d'emploi
Approfondir les règles de droit qui régissent certains régimes de sécurité sociale liés au travail salarié, ainsi que les régimes de dernier recours; familiariser l'étudiant avec les politiques sociales sous-jacentes à ces législations; examiner les droits et les nouvelles stratégies de recours des bénéficiaires de ces programmes; étudier les organismes chargés de l'application de ces programmes, leurs fonctions et leurs pouvoirs; analyser les réformes proposées tant au niveau fédéral qu'au niveau provincial; faire l'analyse critique de la législation, de la réglementation, de la jurisprudence et des réformes proposées. Le concept de sécurité sociale liée au travail salarié, ses origines et son évolution; les conceptions et les types de programmes de sécurité sociale qui y sont rattachés: l'assurance, l'assurance sociale, l'assistance sociale, les régimes actuels de sécurité du revenu non reliés à l'indemnisation; l'assurance-chômage, l'aide sociale, les régimes de retraite tant privés que publics; les problèmes constitutionnels de partage de compétence; les droits des bénéficiaires, les organismes compétents et les recours.

JUR7133 Le droit de la sécurité sociale: enjeux actuels
- Étudier les enjeux actuels en matière de sécurité sociale. - Familiariser l'étudiant avec les nouvelles approches de gestion des programmes. - Étudier les droits et les recours des personnes affectées par les législations en cause. - Analyser les réformes proposées tant au niveau fédéral qu'au niveau provincial. - Faire l'analyse critique de la législation découlant de la fiscalisation de certains programmes sociaux , de la réglementation de la jurisprudence et des réformes proposées. - L'influence néo-libérale en matière de sécurité sociale. - Le rôle prédominant de l'incitation au travail. - La fiscalisation comme nouvelle technique sélective. - Les types de programmes de sécurité sociale qui y sont rattachés: les régimes de supplémentation de revenus de travail, les régimes de garantie de revenu. - Les prestations de soutien aux charges familiales, les prestations de vieillesse. - Les droits des bénéficiaires, les organismes compétents et les recours.

JUR7135 Activité de revue de littérature
Objectifs
Acquérir les habiletés nécessaires à l'organisation des écrits scientifiques de pointe portant sur un thème particulier, à faire la synthèse des connaissances qui s'y trouvent et à en identifier les limites.

Sommaire du contenu
Cette activité portera premièrement sur les méthodes d'organisation des écrits scientifiques. Deuxièmement, l'étudiant, l'étudiante devra organiser les écrits scientifiques de pointe portant sur un thème particulier. Troisièmement, l'étudiant, l'étudiante rédigera une synthèse des connaissances tirées du corpus qu'il, elle aura préalablement organisé. Quatrièmement, l'étudiant, l'étudiante identifiera les lacunes dans les connaissances synthétisées dans le but de clarifier les nouvelles connaissances qui devraient être acquise grâce à de nouvelles recherches.

JUR7141 Les programmes statutaires en matière d'indemnisation des lésions
À partir de thèmes choisis, approfondir l'étude des règles juridiques qui régissent les programmes statutaires en matière d'indemnisation des lésions corporelles; se familiariser avec les politiques sociales sous-jacentes à ces législations; examiner les droits et les stratégies de recours des bénéficiaires de ces programmes; réfléchir aux interactions reliant la médecine et le droit dans l'application de ces programmes; étudier les fonctions et les pouvoirs des organismes chargés de leur application; analyser les réformes proposées en droit interne; examiner certains modèles de droit comparé; instrumenter les étudiants afin d'alimenter l'analyse critique de l'état actuel du droit et des réformes proposées. L'origine et l'évolution des concepts: de la responsabilité civile jusqu'aux régimes actuels; les programmes d'indemnisation des lésions professionnelles, des accidents de la route, de ceux destinés aux victimes d'actes criminels et autres programmes analogues; les problèmes médico-légaux soulevés dans le cadre de ces régimes; les droits des bénéficiaires, les organismes compétents et les recours.

JUR7151 Droits sociaux et conditions de vie
- étudier certains des principaux droits sociaux individuels et collectifs; - familiariser l'étudiant avec les politiques sociales sous-jacentes aux législations, étudier les droits et les recours des personnes affectées par ces politiques; - analyser les fonctions de ces législations et leur complémentarité avec les politiques sociales; - faire l'analyse critique de la législation, de la réglementation, des directives et des politiques administratives pour vérifier leur adéquation avec les droits et besoins fondamentaux dans ces secteurs. La matière traitée dans le cours sera choisie à partir des sujets suivants: - le concept de droits sociaux liés aux conditions de vie; - l'évolution, la portée, les limites, les recours et les alternatives relativement aux politiques sociales dans les secteurs suivants: le droit à la santé; - le droit au logement; - le droit des jeunes; - le droit de l'environnement; - le droit aux services juridiques et l'accès à la justice.

JUR7161 Le droit du travail et la condition de salarié
Objectifs: À partir de thèmes généraux, approfondir l'étude des règles juridiques relative à la condition de salarié; faire l'analyse critique (approche historique, théorique, comparative...) des règles juridiques pertinentes; instrumenter les étudiants afin qu'ils soient en mesure d'examiner des propositions de réforme. Contenu: Genèse du statut et des droits reconnus au salarié dans le rapport individuel de travail; le mécanisme du contrat de travail: rôle qualification et portée; les pouvoirs de l'employeur: fondements objets et limites; l'intervention étatique: nature, étendue et pratiques.

JUR7171 Les modèles juridiques de rapports collectifs de travail
À partir des fondements des régimes collectifs de travail (droit d'association, principe de la négociation collective, modes de résolution des conflits d'intérêts, encadrement de l'exercice des moyens de pression, sanction des pratiques déloyales,...) étudier dans une perspective historique, téléologique, comparative et critique, divers modèles d'organisation juridique des rapports collectifs de travail en regard des besoins courants qui marquent notre société. En prenant comme référence le régime général établi par les codes québécois et fédéral du travail, divers régimes spéciaux et particularismes juridiques sont analysés: décrets de convention collective, industrie de la construction, secteur artistique, secteurs public et parapublic, secteur municipal, services policiers, autres services publics, entreprise et

travail agricoles, catégories particulières de travailleurs et d'entrepreneurs, etc. L'étude de ces particularismes dans une perspective globalisante met en évidence des agencements alternatifs et suscite une concertation renouvelée de l'économie générale du droit des rapports collectifs de travail. Cette réflexion est alimentée par la prise en compte de phénomènes et de problématiques d'actualité (éclatement du statut de salarié et de la notion d'entreprise, exclusion sociale et juridique, individualisation et résurgence de l'identification professionnelle, tendance à la sectorialisation et à l'élargissement des négociations collectives...) qui interrogent la capacité du régime général, voire du droit comme instruments d'intégration et de traduction des besoins et revendications socioéconomiques tout en maintenant leurs finalités.

JUR7181 Modèles comparés en droit du travail et organismes internationaux du travail
Objectifs: Étudier des modèles de législations étrangères de réglementation de conditions de travail et de rapports collectifs de travail; enrichir la réflexion des étudiants sur les alternatives aux difficultés de nos modes de détermination des conditions de travail et d'organisation des rapports collectifs de travail; approfondir la place et la fonction des instruments et des organismes internationaux du travail. Contenu: Étude de modèles canadiens et étranges de détermination des conditions de travail et d'organisation des rapports collectifs de travail; la place et la fonction des organismes internationaux (L'O.I.T.); les principaux instruments internationaux en matière de travail et de protection des droits fondamentaux.

JUR7185 Les litiges du travail et leurs modes de traitement
Objectifs: - à partir de thèmes généraux, approfondir l'étude des mécanismes de règlements des litiges individuels et collectifs entre salariés et employeurs; - faire l'analyse critique (approche historique, théorique, comparative...) des moyens institutionnels (juridictions ou organes) et des pratiques mises en oeuvre; - instrumenter les étudiants afin qu'ils soient en mesure d'examiner des propositions de réforme. Contenu: Étude des modes formels et informels de traitement des litiges (plainte administrative, action judiciaire, grief...) du travail; développement historique des modes décisionnels et non décisionnels; nature et caractéristiques (composition, compétence....) des juridictions et organes; fonctionnement: accessibilité, manières de procéder, analyse des activités des juridictions et organes et évaluation de performance.

JUR7190 Droit social et du travail: impacts et enjeux sociojuridiques de l'informatisation
- Étudier l'état et l'impact de l'informatisation généralisée des entreprises et des organisations publiques et privées sur les droits individuels et collectifs dans le domaine du droit social et du travail; - Réfléchir au plan théorique et conceptuel aux rapports qu'entretiennent les normes techno-scientifiques et les règles de droit depuis leur processus d'émergence et d'application jusqu'à leur réception et leur contrôle par le droit; - Poser une réflexion critique sur les mécanismes de régulation et de contrôle offerts par le droit actuel et faire l'étude des solutions de droit comparé et international. La matière traitée dans ce cours sera choisie à partir des champs d'observation suivants et selon leurs problématiques propres: - La santé: le dossier médical informatisé; la carte santé à mémoire; la gestion informatisée des soins et des établissements; l'accessibilité aux soins. - Le travail: la sélection du personnel; la gestion du personnel; les systèmes de surveillance et de sécurité; l'organisation du travail; les conditions de travail; la santé et la sécurité au travail. - La sécurité sociale: la détermination de l'admissibilité aux programmes sociaux; les enquêtes et la surveillance des bénéficiaires; les systèmes électroniques de paiement des prestations; la carte universelle de prestation et l'intégration des programmes. Dans chacun des champs choisis, on étudiera l'intégration des systèmes personnels, des mécanismes de décision automatisée ou assistée par ordinateur et la confection de profils types dans les processus de décision.

JUR7195 Droit social et du travail: interaction avec la science et la médecine
Étudier le rôle de la science et de la médecine dans l'émergence et l'application des normes juridiques dans les domaines du droit social et du travail. Réfléchir au plan théorique et conceptuel aux rapports qu'entretiennent les normes médicales et scientifiques et les règles de droit depuis leur processus d'émergence et d'application jusqu'à leur réception et leur contrôle par le droit. La matière traitée dans ce cours pourra être choisie parmi les champs d'observation suivants: - L'émergence des normes juridiques à caractère scientifique: santé et sécurité au travail, l'environnement, la santé publique, impacts technologiques; - Les décideurs scientifiques: le rôle des médecins et des scientifiques faisant partie de l'administration publique; la médecine du travail; les notions d'aptitudes; techniques de dépistage; - La preuve scientifique en droit social et du travail: le rôle des experts, l'impact sur le secret professionnel, la déontologie des experts professionnels, l'admissibilité et la pertinence des études scientifiques et épidémiologiques, ...; - Impact du droit social et du travail sur les relations thérapeutiques: médecine traditionnelle, médecine alternative; - Le droit et la santé mentale; - Éthique, consentement, expérimentation.

JUR720X Actualités en droit social et du travail
Maîtriser des sources, les problématiques, les enjeux d'une thématique spécifique et actuelle en droit social et du travail, à définir à l'occasion et en fonction des ressources professorales disponibles. Le contenu de ce cours est fonction du thème proposé et de la disponibilité des enseignants.

JUR7215 Séminaire d'approfondissement des connaissances Partie I
Objectifs: Produire une recherche encadrée sur un problème actuel en droit social et du travail; approfondir les méthodes de recherches juridiques acquises; expérimenter l'utilisation des méthodes de recherche des sciences humaines dans le champ du droit social; participer à l'avancement de l'étude scientifique du droit social; présenter et discuter de manière structurée les résultats de sa recherche et participer à la critique des recherches faites par les autres étudiants. Contenu: Le contenu et les thèmes abordés sont déterminés par le ou les professeures et professeurs responsables de l'activité; cette activité comporte la recherche, la rédaction, la présentation et la discussion devant le groupe d'une recherche importante sur le thème du séminaire.

JUR7225 Séminaire d'approfondissement des connaissances Partie II
Objectifs: Produire une recherche encadrée sur un problème actuel en droit social et du travail; approfondir les méthodes de recherches juridiques acquises; expérimenter l'utilisation des méthodes de recherche des sciences humaines dans le champ du droit social; participer à l'avancement de l'étude scientifique du droit social; présenter et discuter de manière structurée les résultats de sa recherche et participer à la critique des recherches faites par les autres étudiants. Contenu: Le contenu et les thèmes abordés sont déterminés par le ou les professeures et professeurs responsables de l'activité; cette activité comporte la recherche, la rédaction, la présentation et la discussion devant le groupe d'une recherche importante sur le thème du séminaire.

JUR7301 Méthodologie de la recherche interdisciplinaire
Objectifs
Dans le cadre de ce cours, l'étudiant-e aura l'opportunité d'explorer la recherche interdisciplinaire et empirique en droit, notamment en discutant des principales perspectives théoriques et méthodologiques des sciences sociales et leur rapport avec le droit, en comparant les approches quantitatives et qualitatives de la recherche et en se familiarisant avec les différentes techniques de collecte et d'analyse de données. De plus, l'étudiant-e aura l'opportunité de discuter de questions transversales, notamment les critères d'évaluation de la recherche, les implications éthiques de la recherche, la position de la chercheure ou du chercheur par rapport au savoir, à la société et aux participant-e-s. L'étudiant-e devra aussi élaborer un projet de recherche interdisciplinaire.

JUR7350 Fondements du droit de l'enfance

À partir de problématiques particulières, ce cours a pour objectif d'étudier les lois et les politiques pertinentes adoptées au fil du temps, tant par l'État fédéral que l'État québécois. Examen de l'histoire du droit international de l'enfance et de ses principaux axes de développement. Analyse des interventions gouvernementales en relation avec les changements sociaux. Étude des normes et instruments applicables aux enfants québécois ainsi que de leurs portée et limites.

JUR7360 Femmes et droit: enjeux contemporains
Introduire les étudiants au phénomène des femmes à titre de sujets spécifiques du droit. À cette fin, tant le système international que les systèmes régionaux ou internes sont examinés dans une perspective évolutive et normative. Ce cours se démarque par un souci constant de rattacher les enjeux contemporains aux règles pertinentes du droit et à son évolution historique. Le cours portera sur l'un des thèmes suivants: - les violences faites aux femmes dans la sphère privée et publique; - les femmes et la guerre; - les femmes et la mondialisation; - le droit international et la norme d'égalité; - les droits économiques et sociaux des femmes; - les droits des femmes et l'incidence de la méthodologie des sexospécificités; - les femmes et la régulation du travail; - les femmes et les politiques de lutte à la pauvreté. Chaque thème sera examiné sous l'angle de l'apport normatif et politique du droit à la problématique abordée.

JUR7370 Le droit à la santé: un droit fondamental
Appréhender les composantes du droit à la santé en tant que droit fondamental, examiner le rôle de l'État et de la société civile dans la définition du droit à la santé et sa mise en oeuvre et étudier la responsabilité et les droits des acteurs dans l'émergence du droit de la santé. Le cours portera sur les fondements du droit à un niveau de santé adéquat; les relations entre le droit à la santé et les déterminants sociaux; le rôle des organisations et instruments internationaux dans la définition du droit à la santé ainsi que leur influence sur le droit canadien et québécois; la responsabilité de l'État en matière de santé notamment en ce qui concerne la dialectique entre l'approche préventive et l'approche curative; la responsabilité du citoyen face à la santé sur les plans individuel et collectif.

JUR7401 Activité de synthèse et de présentation
Contribuer à la diffusion des connaissances dans le domaine du droit social et du travail ou du droit international et politique internationale; assurer une reconnaissance externe à la valeur du travail ainsi diffusé; familiariser l'étudiante ou l'étudiant avec les exigences particulières du mode de diffusion choisi. Chaque étudiante ou étudiant inscrit au programme doit, après avoir complété au moins la moitié des crédits de son programme, assurer une diffusion externe à une recherche réalisée dans le cadre du programme. Cette diffusion comprend une présentation verbale ou audiovisuelle ainsi que la production d'un écrit sous forme d'essai. La diffusion peut se faire soit dans un cadre scientifique reconnu (symposium, colloque, revue avec comité de lecture, communication à un congrès, publication d'un livre...) soit dans le cadre d'une importante activité de vulgarisation juridique basée sur les recherches de l'étudiante ou l'étudiant (programme structuré de formation, série de brochures, émission de radio, T.V...) dans un cadre préalablement approuvé par le directeur du programme.

JUR7402 Activité de synthèse multidisciplinaire
Contribuer à la diffusion des connaissances multidisciplinaires dans le domaine du droit international et des politiques internationales. Assurer une reconnaissance externe à la valeur du travail ainsi diffusé. Familiariser l'étudiante ou l'étudiant avec les exigences particulières du mode de diffusion choisi. Chaque étudiante ou étudiant inscrit au programme qui décide de donner une dimension multidisciplinaire à son cheminement doit, après avoir complété au moins la moitié des crédits de son programme, assurer une diffusion externe à une recherche réalisée dans le cadre du programme. Cette diffusion comprend une présentation verbale ou audiovisuelle ainsi que la production d'un écrit sous forme d'essai. La diffusion peut se faire soit dans un cadre scientifique reconnu (symposium, colloque, revue avec comité de lecture, communication à un congrès, publication d'un livre...) soit dans le cadre d'une importante activité de vulgarisation juridique basée sur les recherches de l'étudiante ou l'étudiant (programme structuré de formation, série de brochures, émission de radio, T.V...) dans un cadre préalablement approuvé par le directeur du programme.

Modalité d'enseignement
Séances d'exercices.

JUR741X Actualité des études en droit et société
Objectifs
Maîtrise les sources, les problématiques, les enjeux d'une thématique spécifique explorée sous l'approche «droit et société».

Sommaire du contenu
À définir à l'occasion et en fonction des ressources professorales disponibles. Les thèmes abordés couvriront divers enjeux sous l'angle «droit et société». Le contenu de ce cours peut varier selon l'actualité du mouvement «droit et société».

JUR7500 Mémoire
Le mémoire est un exposé écrit de travaux de recherche effectués dans le cadre du programme de maîtrise. Bien que résultant d'un travail d'initiation à la recherche, le mémoire doit apporter une certaine contribution à l'avancement des connaissances ou à la mise au point de nouvelles applications et il doit démontrer que le candidat possède des aptitudes pour la recherche. Le mémoire peut se présenter soit, sous forme de dissertation traditionnelle soit, sous forme d'articles. Le Comité de programme détermine si le mémoire par articles est une forme possible à l'intérieur de son programme et à quelles conditions, et ce, en conformité avec le Guide en matière de présentation d'un mémoire ou d'une thèse par articles. Ces modalités doivent être approuvées par la Sous-Commission. En général, le mémoire est le résultat du travail d'un seul étudiant. Dans certains cas, le doyen peut, sur recommandation du Sous-Comité d'admission et d'évaluation et du directeur de recherche, autoriser des étudiants à présenter un mémoire collectif. En accord avec le Sous-Comité d'admission et d'évaluation, il fixe alors les conditions à respecter dans l'élaboration et la rédaction des travaux et précise les modalités d'évaluation du mémoire. Cette autorisation doit être obtenue dès l'inscription du sujet de recherche.

JUR7501 Présentation du projet de mémoire
Objectifs: Cette activité comporte deux objectifs principaux soit d'amener l'étudiant à préciser, délimiter et cadrer son sujet de recherche et d'inviter deux professeurs intéressés par le sujet à faire bénéficier l'étudiant ainsi que son directeur ou sa directrice de leurs commentaires. Contenu: Cette activité comprend le dépôt d'un texte de présentation du sujet incluant notamment l'énoncé de la problématique, la description du cadre d'analyse et de la méthodologie proposée, une bibliographie et un calendrier de réalisation. Le texte déposé fait l'objet d'un exposé oral par l'étudiant et de commentaires par les professeurs invités. La présentation orale se déroule en public. Cette activité est notée par le directeur du programme selon la formule succès/échec.

JUR7605 Proposition d'un projet d'activité de synthèse
Cette activité vise à permettre à l'étudiant de soumettre une proposition d'activité de synthèse portant sur l'étude d'une question de droit international à partir d'une approche disciplinaire autre que le droit ou la science politique et faisant suite à un cours suivi dans une autre discipline. Cette activité comprend le dépôt d'un texte de présentation du sujet incluant notamment l'énoncé de la problématique, la description du cadre d'analyse et de la méthodologie proposés ainsi qu'une bibliographie appropriée.

JUR7610 Fondements du droit international
Les objectifs de ce cours sont les suivants: - approfondir les sources du droit international public et la portée de chacune d'entre elles, afin d'habiliter les étudiants à analyser adéquatement les textes juridiques internationaux; - acquérir une connaissance générale de la société internationale et de la nature qu'entretiennent les divers acteurs selon leur qualité spécifique comme sujets du droit international public; - approfondir le régime juridique applicable aux espaces en droit international, en fonction des développements technique et scientifique, en étudiant les mécanismes étatiques, internationaux et supranationaux mis en place pour régir ces espaces. La matière de ce cours sera,

selon les impératifs de la programmation et de l'actualité, choisie parmi les domaines suivants: - Pour les sources: article 38 du statut de la Cour international de justice; traités; coutume; principes généraux de droit; fonction de la jurisprudence comme source de droit international public; l'équité; les actes unilatéraux des États et des organisations internationales ou intergouvernementales; les résolutions des organisations internationales; la Soft Law et sa place comme source de normativité. - Pour les acteurs: le concept de sujet du droit international public; l'État; les organisations internationales et intergouvernementales; les organisations non gouvernementales; les mouvements de libération nationale; l'individu; les entreprises multinationales et transnationales; les territoires non étatiques. - Pour les espaces: l'évolution des moyens techniques des États et des connaissances scientifiques relatives à certains écosystèmes; l'espace aérien, la mer et l'espace extra-atmosphérique; les sources conventionnelles, la coutume et les décisions judiciaires ayant permis de structurer le régime juridique applicable à ces espaces.

JUR7615 Séminaire interdisciplinaire I
Objectifs: Produire une recherche encadrée sur un problème actuel en droit international et politique internationale; approfondir les méthodes de recherches acquises; expérimenter l'utilisation des méthodes de recherche des sciences humaines dans le champ du droit international et de la politique internationale; participer à l'avancement de l'étude scientifique du droit international; présenter et discuter de manière structurée les résultats de sa recherche et participer à la critique des recherches faites par les autres étudiants. Contenu: Le contenu et les thèmes abordés sont déterminés par le ou les professeurs responsables de l'activité; cette activité comporte la recherche, la rédaction, la présentation et la discussion devant le groupe d'une recherche importante sur le thème du séminaire.

JUR7620 Droit international des droits de la personne et des droits économiques et sociaux
Alternativement, les objectifs de ce cours sont soit la maîtrise des systèmes universels et régionaux de protection des droits de la personne sur le plan international par la familiarisation de l'étudiant avec les instruments ainsi qu'avec la jurisprudence des tribunaux internationaux, tels le Comité des droits de l'homme, la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour interaméricaine des droits de l'homme et par l'examen des impacts de ses systèmes en droit comparé, et notamment leur mise en oeuvre dans les systèmes de droit interne; soit la maîtrise des systèmes et des instruments de protection des droits économiques et sociaux de la personne sur le plan international et régional et les mécanismes de mise en oeuvre de ces droits en droit national par la familiarisation de l'étudiant avec les récentes théories politiques et économiques remettant en cause, tant sur le plan national qu'international, la pertinence et l'efficacité des normes juridiques internationales et régionales destinées à la protection matérielle et psychologique de la dignité humaine et permettant à l'étudiant de faire les liens qui s'imposent aujourd'hui entre les systèmes et les règles du commerce international et régional et la mise en oeuvre des instruments de protection des droits économiques et sociaux de la personne; l'étudiant pourra se familiariser avec les modes alternatifs de protection des droits économiques et sociaux de la personne, tels que les clauses sociales dans les Accords de commerce, les Codes d'éthique commerciaux et les mécanismes de conditionnalités. Le cours suivra une approche thématique choisie parmi les domaines suivants: - l'examen de problèmes d'interprétation des normes telles que: le droit de grève, la présomption d'innocence, la peine de mort, le traitement des étrangers, la propagande haineuse, le droit à l'autodétermination et la protection des minorités, en étudiant la contribution de chacun des systèmes internationaux à l'évolution du droit sur le sujet, et en analysant le rôle du relativisme culturel dans l'interprétation des normes, ainsi que la contribution du droit coutumier; - l'étude d'un système régional particulier (Europe, Amérique) en insistant sur les dimensions de droit comparé, les particularités des dimensions nationales économiques et juridiques et du développement. Le cours pourra aussi favoriser une approche thématique destinée à mettre en lumière les difficultés liées au concept de l'universalité et de la relativité des droits économiques et sociaux de la personne tels que travail des femmes, travail des enfants, travail informel, économie sociale, droit au développement, développement durable; - enfin, le cours pourra favoriser l'étude des incidences de la logique du commerce international sur le droit international des droits économiques et sociaux de la personne.

JUR7625 Séminaire interdisciplinaire II
Objectifs: Produire une recherche encadrée sur un problème actuel en droit international et politique internationale; approfondir les méthodes de recherches acquises; expérimenter l'utilisation des méthodes de recherche des sciences humaines dans le champ du droit et de la politique; participer à l'avancement de l'étude scientifique du droit international; présenter et discuter de manière structurée les résultats de sa recherche et participer à la critique des recherches faites par les autres étudiants. Contenu: Le contenu et les thèmes abordés sont déterminés par le ou les professeurs responsables de l'activité; cette activité comporte la recherche, la rédaction, la présentation et la discussion devant le groupe d'une recherche importante sur le thème du séminaire.

JUR7630 Droit international et populations vulnérables
Les objectifs de ce cours sont de présenter les systèmes universels et régionaux de protection des minorités dans toutes ses dimensions; il peut s'agir d'approfondir les concepts et instruments déterminant les enjeux contemporains de la protection des réfugiés, dans le contexte de l'évolution rapide du droit international des droits de la personne et du droit international humanitaire ou encore de comprendre l'émergence récente des revendications autochtones et leur insertion dans le système international. La matière de ce cours sera, selon les impératifs de la programmation et de l'actualité, choisie parmi les domaines suivants: - le droit international des minorités: histoire de la protection des minorités; - le régime de la Société des Nations; - la situation des minorités en droit international des droits de la personne; - la prévention et la répression du génocide; - la discrimination raciale; - la sécession et l'autodétermination; - le droit international des réfugiés: historique de l'asile; - définition internationale du réfugié; - instruments internationaux de protection; - résultats et enjeux de la coopération internationale relative au contrôle des flux migratoires; - personnes déplacées; - renouvellement du droit international des réfugiés; - le droit international et comparé des populations autochtones: définition de peuple autochtone; - étendue et convergence des revendications; - revendications autochtones et État de droit; - projet de déclaration internationale sur les droits des peuples autochtones.

JUR7635 Principes de droit international public
Ce cours vise à approfondir la structure et le contenu normatif du droit international, notamment ses sources, ses grands textes, ses sujets et sa sanction, en le replaçant dans son contexte historique et en situant ses grands débats. Le cours propose une introduction aux notions suivantes: - les fondements du droit international; - les sources du droit international et la portée juridique et la hiérarchie des normes; - les sujets du droit international: les États, les organisations internationales et notamment la place de l'ONU et des institutions régionales dans le droit international, les organisations non-gouvernementales, les entreprises transnationales et les individus; - les mécanismes de règlement des différends et la mise en application du droit international; - la place de la Cour internationale de justice dans l'évolution du droit international; - l'utilisation de la force et la légitime défense; - les droits de la personne en droit international.

JUR7641 Droit international économique
Objectifs: Les objectifs de ce cours sont de présenter une introduction théorique et pratique de certains concepts propres au droit économique international en familiarisant les étudiants avec les instruments juridiques internationaux et régionaux régissant les rapports économiques entre les États. Contenu: Historique des instruments juridiques internationaux régissant le commerce des biens et des services (OMC); l'étude de la place prise par les accords d'intégration économique (ALÉNA, MERCOSUR, ASEAN, UE); survol des mécanismes du système monétaire international (l'euromarché, le FMI, la Banque Mondiale); examen du rôle des grands intervenants (OCDE).

JUR7642 Droit du développement international

Objectifs: Les objectifs de ce cours sont d'approfondir les concepts propres au développement en familiarisant les étudiants avec les mécanismes internationaux et régionaux qui favorisent ou inhibent le développement. Contenu: Évolution du concept et des normes de développement, rapport entre développement et droits de la personne, particulièrement les droits économiques et sociaux; dialogue Nord-Sud et rapports de domination économique; politiques et mécanismes de la Banque mondiale; les ajustements structurels et leur coût humain et social.

JUR7651 Droit pénal international
Le cours de droit pénal international propose une introduction aux règles de droit et aux principes qui régissent l'ensemble des problèmes pénaux et des enjeux de politique pénale que pose la répression des crimes troublant l'ordre public international ou les grandes valeurs de l'humanité. Le cours examine les mécanismes et les solutions juridiques de cette répression, au niveau international à travers l'analyse de la jurisprudence et des principaux instruments juridiques internationaux. Le cours de droit pénal international a pour objets le droit pénal international substantiel et le droit pénal international procédural. Le premier volet couvre la définition et la structure des crimes internationaux, particulièrement le crime de génocide et les crimes contre l'humanité; les principes généraux du droit pénal et de la responsabilité pénale individuelle, la réception des moyens de défense et, enfin, la nature et la fonction des sanctions pénales dans la répression des crimes internationaux. Le second volet du cours traite des règles de compétence des tribunaux nationaux et internationaux dans la répression des crimes internationaux, de la compétence universelle ainsi que des mécanismes généraux de la mise en oeuvre de la répression internationale par l'extradition, la coopération et de l'entraide judiciaire. Enfin, une attention particulière est accordée aux caractéristiques et aux fondements du procès pénal international à travers l'examen des questions telle que la structure de l'acte d'accusation, le rôle et les droits des acteurs du procès ainsi que les principales règles et les principes fondamentaux de preuve et de procédure.

JUR7655 Droit international humanitaire
Objectifs
L'objectif de ce cours est d'appréhender, en particulier par une analyse de la pratique contemporaine, le phénomène des conflits armés dans le système international et les règles et institutions protégeant les victimes de telles situations. Le cours permettra à l'étudiant et l'étudiante d'acquérir une maîtrise du droit international humanitaire par l'exploration des principales problématiques qui animent sa mise en œuvre et son évolution, comme par exemple: la place des conflits armés dans le droit international et la tension entre l'interdiction du recours à la force et le droit international humanitaire; la variété des régimes de protection (combattants, civils, blessés, malades et naufragés) et les rapports qui existent entre eux, ainsi que les rapports qu'ils entretiennent avec le droit international des droits de la personne; l'impact des conflits armés non internationaux et les nouvelles formes de conflits sur l'évolution du droit; la sanction des violations du droit international humanitaire et les rapports entre droit humanitaire et droit pénal international; ou la place des Nations Unies, l'intervention humanitaire et les opérations de rétablissement, de maintien ou de consolidation de la paix dans l'application du droit international humanitaire; ou encore l'action humanitaire, ses institutions, principes et dilemmes.

JUR7660 Modèles universels et régionaux d'organisation internationale
Objectifs
Les objectifs de ce cours sont d'explorer les mécanismes juridiques du système international tant au plan universel que régional, de comprendre la structure et le fonctionnement des principales institutions internationales et d'approfondir les défis de la régionalisation et de l'intégration continentale.

Sommaire du contenu
L'étude du droit des organisations internationales passera, par exemple, par l'examen de questions telles que : l'histoire et la définition des organisations internationales, leurs modes de création, leurs compétences, leur personnalité juridique, leurs structures, leur fonctionnement, leur membership ou composition, leur moyens matériels et juridiques d'action, leurs rôles dans la formation du droit international et dans règlement des différends internationaux, leur responsabilité internationale, etc. Parmi les principales organisations internationales à vocation universelle et régionale qui seront à l'étude, l'ONU et ses institutions spécialisées, de même que les grandes organisations internationales régionales (l'Union européenne, le Conseil de l'Europe, l'OÉA, la CEI, l'ASEAN, l'Union africaine, l'Organisation de la conférence islamique, etc.) occuperont une place centrale. De manière complémentaire, d'autres organisations spécialisées à vocation régionale (ALÉNA, MERCOSUR, UNASUR, OTAN, OCS, OPEP, OCDE, etc.) pouront aussi abordées dans le cadre du cours afin d'approfondir la matière et tenir compte de la complexité du phénomène d'institutionnalisation des rapports internationaux.

JUR7670 Droit international, développement technologique et environnement
Les objectifs de ce cours sont d'étudier les rapports qu'entretiennent les normes techno-scientifiques et les règles de droit depuis leur processus d'émergence et d'application jusqu'à leur réception et leur contrôle par le droit; d'analyser les mécanismes de régulation et de contrôle offerts par le droit actuel et de poser une réflexion critique sur les solutions juridiques en droit comparé et international; d'analyser les réponses juridiques aux problèmes posés par les changements à l'échelle du globe en droit international et comparé; de familiariser les étudiants avec les organisations internationales en tant qu'instances normatives participant à l'encadrement normatif des activités technologiques; d'examiner les modes normatifs internationaux et leur portée juridique tant dans l'ordre juridique international que dans les rapports entre l'ordre juridique international et l'ordre juridique interne; d'analyser les mécanismes par lesquels les normes technologiques internationales influencent les normes technologiques internes ainsi que les impacts sociaux d'un tel processus. La matière traitée dans ce cours sera choisie à partir des champs d'observation suivants et selon leurs problématiques propres. L'identification des technologies faisant l'objet de réglementations internationales: secteurs des télécommunications, de l'Internet, de l'informatique, des biotechnologies, des activités civiles nucléaires, etc..; l'analyse de l'émergence et de l'application des normes technoscientifiques dans les différents secteurs technologiques examinés permettra de mettre en évidence les similitudes et les différences entre eux de manière à identifier l'existence, ou non, de tendances normatives avec les conséquences qui en découlent en terme de rapports entre droit, technoscience et société. L'environnement: les principaux instruments internationaux sur le contrôle des pollutions transfrontières, la maîtrise des sources de pollution atmosphérique, le transport des produits toxiques, la prévention de la pollution maritime et la gestion des ressources communes et partagées; la Conférence de Rio sur l'environnement et le développement; le patrimoine mondial et la biodiversité; la responsabilité civile et pénale; les différents mécanismes juridiques d'information, de consultation et de participation à la gestion des risques environnementaux, en droit international et comparé.

JUR768X Actualités du droit international
Objectifs
Ce cours à contenu variable vise à couvrir plus attentivement des thèmes spécifiques de l'actualité scientifique et politique du droit international.

Sommaire du contenu
Il peut s'agir de sujets qui ne sont pas couverts dans l'offre de cours régulière, d'approfondissements de thèmes introduits dans d'autres cours, où de problématiques émergentes dans les relations juridiques internationales.

Conditions d'accès
Ce cours est ouvert à tout étudiant habileté à suivre un cours dans un programme de deuxième cycle en droit.

JUR7690 Droit international du commerce et effets juridiques de la

mondialisation
Objectifs
Les objectifs de ce cours sont de présenter les principaux aspects théoriques et pratiques liés à la dimension internationale du commerce et des investissements, particulièrement dans le contexte de l'intégration économique mondiale.

Sommaire du contenu
Les thèmes qui pourront être examinés pourront notamment inclure l'examen des raisons pour lesquelles les États et les entreprises transigent à l'échelle internationale; les principes de la concurrence internationale; les entreprises multinationales et la règlementation juridique de leurs activités; les effets juridiques nationaux des règles commerciales internationales; la portée extraterritoriale des lois commerciales nationales et les sanctions économiques; la structure et les spécificités des principaux accords commerciaux multilatéraux et régionaux; les règles et mécanismes facilitant le transfert global des marchandises et des services; et modes de règlements des différends utilisés par les États et les entreprises.

JUR7699 Séminaire de droit appliqué en droit international des droits de la personne
Ce cours vise à approfondir et à mettre en application les connaissances acquises dans les domaines du droit international et du droit international des droits de la personne. Il vise à développer chez les étudiants des habiletés d'analyse et d'intervention au bénéfice d'individus et d'organisations non gouvernementales dans leurs démarches de promotion et de protection des droits de la personne, entre autres auprès d'organismes internationaux. Le cours vise également à développer la compréhension des différents processus de défense des personnes concernées. Structuré sous forme clinique, ce cours propose à l'étudiant: - de travailler en équipe en collaboration avec des partenaires défenseurs des droits de la personne, à la préparation de dossiers; - à l'élaboration de stratégies d'intervention; - à la recherche juridique en droit international applicable au contexte factuel spécifique; - à la rédaction et présentation de rapports, de projets d'opinion juridique, de plaintes, de mémoires, et autres.

Conditions d'accès
Avoir déjà complété un cours en droit international public

JUR7700 Activité de stage
Cette activité a pour objectif de permettre à l'étudiant d'appliquer sur le terrain les connaissances d'analyse et de recherche qu'il a acquises. L'étudiant doit remettre un rapport de stage démontrant une réflexion sur l'expérience acquise.

JUR7810 Fondements du droit privé
Définir les concepts de justice et d'équité et saisir leur importance pratique en droit privé. Faire le point sur l'état présent et l'évolution historique des institutions fondamentales du droit privé que sont la personne, la famille, la propriété, le contrat et la responsabilité personnelle dans la société québécoise et ailleurs dans les pays de tradition civiliste. Connaître le rôle joué par les notions de justice et d'équité dans l'évolution de ces institutions. Comprendre les caractéristiques propres du processus de codification en droit civil et ses répercussions sur la création, la formalisation et l'application du droit privé. Mesurer la dynamique des relations entre le droit privé et le droit public, la place occupée et le rôle joué par chacun d'eux dans notre société. Analyser l'effet des interventions de l'État dans le droit privé et la société civile par la voie du droit public et des règles impératives. - La justice et l'équité comme notions fondamentales du droit privé. - Finalités et fonctions du droit privé dans sa relation avec le droit public. - Évolution du droit privé à travers l'Antiquité, le Moyen âge, le Siècle des lumières et dans la société québécoise depuis sa fondation. - Analyse en profondeur des institutions fondamentales du droit privé que sont la personne, la famille, la propriété, le contrat et la responsabilité civile, à partir des grands courants interprétatifs du droit: analyse sociologique, économique, anthropologique, etc. - Analyse du phénomène de la codification et de son influence sur la pensée civiliste dans les sociétés occidentales.

JUR7815 Fondements des études en droit et société
Objectifs
Le cours vise : 1) À situer l'approche «droit et société» dans son contexte historique, géographique, pédagogique et scientifique. 2) À développer une perspective critique sur les enjeux méthodologiques et théoriques associés à l'approche «droit et société» et à son ouverture à l'interdisciplinarité. 3) À approfondir les connaissances relatives aux thèmes classiques de l'analyse « droit et société » et développer une perspective critique à leur égard.

Sommaire du contenu
Ce cours portera sur divers aspects du mouvement «droit et société». Il en examinera notamment l'histoire et les courants principaux, tant dans la tradition continentale qu'anglo-saxonne, la place qu'occupe le mouvement tant dans les facultés de droit traditionnelles qu'à l'extérieur de celles-ci, son ouverture à l'interdisciplinarité et les enjeux méthodologiques et théoriques qu'il soulève pour la recherche sur le phénomène juridique. Au-delà d'une étude du mouvement «droit et société» en lui-même, le cours approfondira certains thèmes au œuvre des réflexions de ce mouvement. Pourront être examinés, entre autres : 1) les diverses conceptualisations du phénomène juridique tirées d'une variété de disciplines (par ex. : sociologie, anthropologie, histoire, économie, politique, criminologie, philosophie, psychologie); 2) la question de la nature des rapports entretenus entre le droit, les individus et la société selon diverses théories (par ex. : confucianistes, judaïques, chrétiennes, musulmanes, libérales, marxistes, etc.); 3) les modalités, juridiques ou non, de contrôle et de structuration du social; 4) les dynamiques transformatrices à l'œuvre dans les rapports entre le droit et la société; 5) les rapports entre le droit, les conditions matérielles et la culture; 6) la diversité des expériences juridiques vécues par les individus au sein d'une même société.

JUR7820 Enjeux juridiques et bioéthiques du début et de la fin de la vie
Susciter une réflexion sur les enjeux juridiques et bioéthiques qui balisent le début et la fin de la vie; Amener les étudiants à s'interroger sur les concepts fondamentaux de ce champ d'étude à partir de perspectives historique, philosophique et sociétale; Explorer les voies de mise en oeuvre du principe de justice; Questionner les choix effectués par le législateur en étudiant leur impact sur la vie des personnes et l'évolution des sociétés. Les problématiques juridiques, bioéthiques et sociales reliées au début et à la fin de la vie seront étudiées tant du point de vue de leur origine et des principaux facteurs qui en ont déterminé l'adoption, que de leur contenu, de leur portée et des mécanismes d'application et de régulation prévus. À l'intérieur de ce cadre et en lien avec les droits de la personne et la notion de dignité de la vie humaine, les enjeux sociojuridiques autour des thèmes suivants pourront être abordés: la procréation médicalement assistée, les recherches, les interventions et les thérapies à caractère génique, le clonage, la néonatalogie, la cession d'organes et de tissus humains, l'acharnement thérapeutique, les volontés de fin de vie, l'euthanasie, le suicide assisté, la définition et le constat de la mort, les examens, les recherches et les prélèvements post-mortem.

JUR7830 La famille et l'union de personnes: fondements, structures et mécanismes de régulation
Réfléchir sur les règles juridiques qui régissent les relations entre conjoints et les relations entre parents et enfants; Mieux comprendre l'évolution des fondements, des structures et des mécanismes de régulation de la famille et de l'union de personnes; Saisir les enjeux économiques et sociaux des choix effectués par le législateur et en évaluer les impacts sur les personnes et les familles en fonction des principes de justice et d'équité. Dans la perspective de la transformation des fondements et des structures de la famille, de l'union de personnes et des enjeux extrapatrimoniaux et patrimoniaux de ces unions, les thèmes étudiés seront choisis parmi les suivants: - l'évolution récente du mariage et de l'union de fait; - l'émergence du concept de l'union de personnes; - l'analyse critique des politiques familiales (portée et limite); - l'influence des facteurs externes sur les règles applicables (morale, religion, ordre public, droits fondamentaux); - le rôle de l'État et la place de l'autonomie de l'individu; - les visages changeants de la parentalité

(filiation biologique, adoption interne et internationale, familles monoparentales, recompositions familiales); - l'exercice de l'autorité parentale et la fonction de normalisation et de régulation de l'État; - la mutation des rapports intergénérationnels; - l'équité et l'égalité dans le couple; - l'évolution des interventions de l'État eu égard aux rapports pécuniaires entre conjoints; - la protection économique de la famille par des moyens étatiques ou conventionnels.

JUR7840 Nouveaux visages de la justice et de l'équité contractuelles
Proposer un cadre de réflexion sur les règles juridiques qui régissent le droit des contrats à la lumière de la philosophie de justice contractuelle du nouveau code civil; Initier l'étudiant à la problématique de la conciliation entre la liberté contractuelle et la justice contractuelle; Réfléchir sur la place de l'autonomie de la volonté en droit des contrats; Développer des capacités d'analyse, de réflexion et d'expression sur les thèmes étudiés. Dans la perspective de la transformation du droit des contrats et des limites apportées à l'autonomie de la volonté, les thèmes étudiés seront choisis parmi les suivants: - liberté contractuelle et justice contractuelle: évolution, fondements, portées et limites; - l'influence de facteurs externes sur le contrat: morale, éthique, ordre public et équité; - les mécanismes régulateurs: le principe de la bonne foi, l'abus de droit, les clauses abusives; - les pouvoirs d'intervention du juge en matière contractuelle; - les contrats réglementés; - l'espace de non-droit.

JUR7850 Équité et éthique en droit de l'entreprise
Sensibiliser l'étudiant aux dimensions équitables et éthiques de certains aspects fondamentaux du droit de l'entreprise au Québec et au Canada; Étudier et comparer les règles et les principes guidant les droits, les obligations, les responsabilités et les recours des divers intervenants dans l'entreprise et vis-à-vis celle-ci; Analyser d'un point de vue critique les conséquences de l'application de ces règles et réfléchir à ces impacts. Exploration de la place et du rôle de l'équité et de l'éthique en droit de l'entreprise choisis parmi les thèmes suivants: - les statuts des intervenants dans l'entreprise et face à celle-ci (associé, cadre, actionnaire, administrateur, clients, concurrents, etc.); - leurs droits (droit à l'information; - droit de participer aux décisions); - leurs devoirs; - obligations et responsabilités (obligation de bonne foi, de loyauté, de non-concurrence); - les formes juridiques de l'entreprise; - les usages et les pratiques de commerce; - les codes d'éthique interne et d'autoréglementation; - les règles de régie d'entreprise (corporate governance); - l'utilisation de la personnalité juridique à des fins injustes ou abusives et le soulèvement du voile corporatif; - la notion du meilleur intérêt de la compagnie et le «stakeholder debate»; - les propositions d'actionnaires; - les divers recours (recours pour oppression, liquidation pour des motifs justes et équitables.

JUR7861 Accès à la justice et gestion des conflits
Ce cours vise à: - approfondir la problématique générale de l'accès à la justice; - étudier les règles et les principes guidant la mise en oeuvre des principaux droits individuels et collectifs; - inventorier et analyser les moyens de mise en oeuvre des droits substantiels; - faire l'analyse critique des ressources accessibles pour vérifier leur adéquation avec les droits et les besoins fondamentaux des justiciables; - réfléchir sur les limites du système judiciaire actuel, les techniques de prévention des conflits, les modes d'expression des plaintes et les moyens non-juridictionnels de règlement des litiges. Exploration des thèmes relatifs à l'accès à la justice parmi les suivants: les diverses conceptions de l'accès à la justice, conflit entre justice et équité, la situation québécoise de l'accès aux tribunaux judiciaires, les obstacles objectifs et subjectifs, étude et analyse critique des quelques moyens favorisant l'accès des justiciables aux services juridiques et aux tribunaux (cour des petites créances, aide juridique, recours collectif, assurance frais juridiques), les modes extrajudiciaires de règlement des conflits (conciliation, médiation, arbitrage), l'accès aux tribunaux administratifs, la justice québécoise face à la diversité, les avenues de solution, le droit prospectif (la réforme du Code de procédure civile).

JUR7871 Responsabilités collectives et individuelles
Ce cours vise à: - identifier les enjeux et les difficultés qui naissent de la confrontation entre le droit de la responsabilité civile et la nécessité de poursuivre des objectifs d'équité sociale et de justice, notamment face à des risques technologiques, industriels, environnementaux et naturels majeurs; - l'étude et l'analyse critique de ce qui semble être une impasse du droit privé en ce qui concerne le maintien et l'application des instruments traditionnellement reliées à la responsabilité civile comme la faute, l'établissement du lien de causalité, la charge de la preuve, la détermination de la personne responsable, le partage des risques et les voies d'accès à la justice; - appliquer les notions fondamentales du droit privé et public (programmes de compensation) qui interviennent lors de désastres collectifs ayant des répercussions sociales étendues; - lier ces développements au concept de la responsabilité sociale des entreprises. Analyse des notions fondamentales de faute, de force majeure, de lien de causalité et de responsabilité pour le fait des produits (fait des biens, produits dangereux, pollution environnementale, etc.), lorsque ces notions trouvent à s'appliquer à l'objectif de compensation de dommages corporels et matériels causés par des risques ou des accidents majeurs. Analyse détaillée de cas pratiques et bilan. Analyse des tendances les plus récentes en ce qui a trait aux régimes de collectivisation du risque et à l'application du droit civil lors de risques ou d'accidents collectifs. Étude des chevauchements entre le droit privé et le droit public en la matière et analyse de leurs effets. Analyse de la reconnaissance et de la portée de concepts nouveaux tels que le devoir de précaution et la responsabilité sociale de l'entreprise.

JUR7881 Enjeux nationaux et internationaux du droit de la consommation
Comprendre la problématique de la protection du consommateur et évaluer la place qu'occupe ce dernier sur les scènes économiques nationale et internationale et le traitement qu'il reçoit, par l'examen approfondi des règles juridiques spécifiques au droit de la consommation et par l'analyse critique de l'intervention étatique dans ce domaine; Situer la place de l'équité, de la justice contractuelle et de l'accès à la justice des tribunaux dans le mouvement de protection des consommateurs. Identifier les enjeux nouveaux de la protection du consommateur à l'ère de la mondialisation, à l'ère numérique et devant les contraintes du développement durable. - Problématique des consommateurs et de leurs besoins de protection; - Situation de la consommation des biens et des services au Québec et au Canada; - Analyse des mécanismes de contrôle et de régulation des pratiques commerciales; -Impacts économiques et sociaux de ces mesure; - Fonctions et limites du droit dans la défense des intérêts des consommateurs; - Rôle et place de l'information, de l'éducation et du regroupement des consommateurs; - Examen de l'intervention législative dans des secteurs d'activités de pointe : les contrats, la sécurité des produits et la responsabilité du fabricant, les transferts électroniques de fonds, la concurrence, le libre-échange, le crédit et l'endettement des consommateur; - Les litiges de consommation, la mise en oeuvre des droits et l'accès à la justice des consommateurs; - Aperçu du droit comparé en ces matières; - Le mouvement international de protection des consommateurs; - La protection des consommateurs dans un contexte de mondialisation des marchés; - Sources internationales et régionales de la protection des consommateurs; - Coopération administrative et judiciaire transfrontières.

JUR7890 Droit international privé
Le cours vise à présenter les sources et les tendances philosophiques du droit international privé. En plus d'en approfondir la structure fonctionnelle, il donne un aperçu théorique et pratique des problèmes que pose ce domaine du droit privé. Le cours propose un cadre de réflexion sur les règles normatives qui régissent les rapports internationaux privés. - Internationalisation des sources du droit international privé québécois. - Réflexion sur la notion de conflit. - Discussion autour de certains conflits de juridiction. - Analyse des fondements de la théorie des conflits de loi et regard critique sur la méthode conflictuelle. - Étude des divers modes de raisonnement de même que des méthodes de solution propres au droit international privé. - Exploration de la place et du rôle du temps et de l'espace au sein de la méthode classique. - Réflexion sur la place de l'autonomie de la volonté en matière contractuelle. - Protection des droits fondamentaux en droit international privé. - Le droit international privé comme science de règlement des conflits de souverainetés. -

Conditions des étrangers.

JUR789X Droit privé, modèles juridiques et transferts de droit
Les droits nationaux sont de plus en plus marqués par l'emprunt de règles et de notions à plus d'un système de droit. Le cours offre des perspectives d'introduction à différents systèmes juridiques et au droit comparé. Il vise aussi à familiariser l'étudiant avec le phénomène des tranferts de droit en droit privé. Il s'agit de comprendre les enjeux théoriques et pratiques suscités par les transferts de droit, à l'aide d'illustrations tirées de plusieurs régions du monde. Ce faisant, le cours initie l'étudiant aux sources internationales du droit privé et aux modes de rapprochement ou d'harmonisation du droit privé à l'intérieur de certaines régions du monde. Le cours s'intéressera à plusieurs ou un système juridique particuliers, tels que le droit du common law, le droit européen, le droit musulman, le droit chinois ou le droit autochtone. La refonte géopolitique des pays d'Europe centrale et orientale, de même que les réformes juridiques en cours en Chine, et une intégration économique régionale de plus en plus poussée dans plusieurs régions du monde constituent, entre autres, des terreaux fertiles pour l'étude des migrations et des rapprochements des systèmes juridiques. Comment aborder ces droits qui puisent à de multiples modèles juridiques? Quelles conséquences revêtent les transferts de droit pour la théorie des sources comme pour l'interprétation de ce droit «composite»? À quelles logiques répondent, tant du point de vue des pays récepteurs que de celui des pays transmetteurs, les transferts de droit? Ces questions, avec d'autres, font l'objet du cours.

JUR790X Actualités en droit privé
Maîtriser des sources, les problématiques, les enjeux d'une thématique spécifique et actuelle en droit privé, à définir à l'occasion et en fonction des ressources professorales disponibles. Le contenu de ce cours est fonction du thème proposé par le ou les enseignants disponibles.

MGP7017 Gestion de projets internationaux
Ce cours vise à sensibiliser les étudiants au milieu économique des échanges internationaux ainsi qu'aux particularités de la gestion des projets internationaux. Le cours couvre en particulier les thèmes suivants : - l'économie internationale ; - le cadre des échanges internationaux: fondements théoriques, institutions internationales; ensembles économiques (CEE; ALENA ...) ; - l'entrée sur les marchés internationaux: financement, marketing, négociation de contrats ... ; - la spécificité des projets internationaux: dimensions culturelles et transfert technologique; aspects légaux; logistique et transport... ; - le pilotage et l'évaluation des projets internationaux.

Préalables académiques
ECO8051 Commerce international ou MGP7140 Évaluation financière de projet ou MGP7150 Faisabilité de projet ou MGP7142 Initiation de projet et ses risques ou MGP7242 Développement et faisabilité des projets ou MKG8425 Marketing international

POL8290 Les régions du monde
Ce séminaire à contenu variable portera alternativement sur diverses régions du monde et explorera les dimensions politiques, sociales et culturelles des changements qu'elles connaissent du fait des transformations de la réalité internationale.

POL8300 Principes de politique internationale
Ce séminaire porte sur les transformations des réalités internationales survenues depuis la fin de la guerre froide, ainsi que sur les différentes formes de conceptualisation de ces transformations en théorie des relations internationales. Seront étudiés par exemple: la transnationalisation, la mondialisation, les découpages du système global sur les plan politique, socioéconomique, socioculturel et identitaire.

POL8310 Économie politique internationale
Ce séminaire a pour objectif d'approfondir, dans une perspective interdisciplinaire, l'étude des dynamiques nouvelles qui animent le monde et les relations économiques internationales contemporaines. Seront notamment abordés les thèmes suivants: la globalisation des entreprises et la mondialisation des marchés; l'intégration économique mondiale et la reconfiguration des relations internationales qui en résulte; les grands ensembles régionaux et leur avenir au sein de l'économie mondiale; la réglementation et la régulation de l'économie mondiale; les incidences de ces évolutions sur les politiques publiques et les stratégies des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux.

POL8311 Institutions économiques internationales
Le séminaire porte sur les principaux problèmes et enjeux politiques posés par la régulation de l'économie internationale et la coordination des politiques nationales, sur le rôle joué par les grandes institutions économiques internationales et les diverses agences, instances et organisations et sur les implications politiques des grands accords économiques internationaux, des blocs économiques régionaux, des ententes commerciales et financières.

POL8320 Écopolitique internationale
Facteurs politiques qui influencent la coopération internationale en matière d'environnement, la fusion des objectifs de développement et de protection de l'environnement, et l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques internationales et nationales de protection de l'environnement. Sécurité environnementale et relations internationales. Approches théoriques de la coopération environnementale. Études de cas.

POL8330 Politique de sécurité globale
Étude du contexte politique international, des institutions et des instruments dont s'est dotée la communauté internationale pour permettre l'harmonisation des activités diplomatiques, militaires, d'assistance humanitaire et d'interventions civiles qui visent la résolution des conflits, le maintien et la consolidation de la paix dans le cas de conflits entre les États et à l'intérieur des États.

POL8331 Théories et enjeux stratégiques
Ce séminaire permet aux étudiants d'approfondir les théories contemporaines utilisées en études stratégiques et d'enrichir leurs connaissances sur la sécurité nationale, régionale et internationale. Ces théories traitent de perceptions de menaces, de la nature des conflits, de la transformation des alliances, de multilatéralisme et de sécurité collective. Les enjeux d'actualité et des études de cas permettent de mieux comprendre l'évolution des conflits depuis la fin de la Guerre froide, la reformulation des politiques de défense et de sécurité et l'intervention internationale dans les domaines du maintien et du rétablissement de la paix.

POL8401 Politique extérieure des États du monde post-soviétique
Ce séminaire vise à approfondir un ou plusieurs aspects ou problèmes de la politique extérieure des états issus de l'ancienne URSS ou des états de l'Europe de l'Est. Ce séminaire à contenu variable pourra porter à titre d'exemple, sur les relations entre la Russie et le monde occidental, les questions de désarmement, les rapports de la Russie avec l'Asie ou l'Europe de l'Est, les relations entre les états issus de l'URSS ou les problèmes de sécurité en Europe de l'Est.

POL8411 Politique extérieure des États-Unis
Ce séminaire a pour objectif d'analyser et d'évaluer les principaux modèles théoriques avancés pour expliquer la politique étrangère des États-Unis et de réfléchir sur sa problématique générale. Les problèmes liés à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques, aux questions de sécurité nationale, aux relations avec les alliés et au rôle des institutions et de la culture politique retiendront particulièrement l'attention.

POL8421 Relations extérieures du Canada et du Québec
Étude de problèmes choisis posés par les relations extérieures du Canada et du Québec. Le séminaire sera consacré à un ou plusieurs thèmes soit d'élaboration des politiques, soit fonctionnels tels que la participation du Canada et du Québec aux organisations spécialisées de l'Organisation des Nations Unies ou le Canada et les relations Nord-Sud, soit encore géographiques, tels que le triangle Ottawa-Québec-Paris, les relations du Canada et du Québec avec les États-Unis ou avec les pays du Tiers-Monde, etc.

POL8501 Les fondements de la coopération internationale
Ce séminaire vise à analyser dans une perspective historique et interdisciplinaire les fondements de la coopération internationale. Dans ce but, pourront être abordés les diverses situations et différents contextes donnant lieu à la formulation de politiques de coopération ainsi que les définitions multiples de celles-ci; l'évolution des politiques d'assistance publique de diverses puissances; l'impact politique, économique, social et culturel de différentes formes d'aide, etc. Selon la personne responsable du séminaire, une emphase spécifique pourrait être accordée à des thèmes précis tels que l'assistance publique au développement du Canada; la coopération Sud-Sud; l'aide alimentaire; le développement dans le contexte de la militarisation; le rôle des organisation non gouvernementales.

POL8510 Économie politique du développement
Étude comparée des principales politiques de développement pratiquées au cours des trois dernières décennies dans les grandes régions du Tiers Monde. Les formes nouvelles d'insertion dans l'économie mondiale. Impact des déséquilibres internes et externes sur les stratégies de développement. De la crise des modèles aux tentatives récentes de restructuration des économies en développement. Les stratégies alternatives du développement. Le séminaire analysera également diverses théories du développement et la place respective accordée par celles-ci entre autres, au rôle de l'État, au secteur privé et aux apports extérieurs. Seront abordées enfin certaines stratégies alternatives de développement.

POL8520 Les institutions mondiales et régionales de développement et de coopération
Lieu de mise en forme de stratégies globales, les institutions internationales de développement et de coopération sont des instruments de régulation particulièrement importants dont les interventions dans les pays dominés, systématiques et bien articulés pour certains, visent la production d'un certain ordre du monde. Le séminaire analysera particulièrement les points suivants: le cadre juridique et les compétences de ces organisations, leur interprétation de la situation des pays dominés, les stratégies proposées, les mesures mises en oeuvre, les rapports entre celles-ci et la production/reproduction d'un ordre mondial.

SOC8765 Sociologie de l'international et de la mondialisation
Analyse des transformations de l'économie-monde et leurs incidences économiques, politiques, sociales et culturelles. La mondialisation et la reconfiguration des institutions, des pouvoirs et des pratiques nationales et transnationales. Idéologies, thèses et critiques de la mondialisation et la globalisation. Effritement et réaffirmation de la souveraineté. Mouvements hégémoniques et contre-hégémoniques. Espaces transnationaux public et privé.

N.B. : Le masculin désigne à la fois les hommes et les femmes sans aucune discrimination et dans le seul but d'alléger le texte.
Cet imprimé est publié par le Registrariat. Basé sur les renseignements disponibles le 12/05/15, son contenu est sujet à changement sans préavis.
Version Hiver 2013